



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-petition-nationale-pour-un>

# Une pétition nationale : pour un débat démocratique sur l'énergie.

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 777 - avril 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2008

Date de parution : avril 1980

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

## Une pétition nationale : pour un débat démocratique sur l'énergie.

Une de nos lectrices de la région lyonnaise nous transmet un appel pour signer une pétition nationale. Cet appel provient de plusieurs organisations départementales (CFDT, CSF, CSCV, RG, PS, PSU, Amis de la Terre, UFC, MAN, Comité Malville, FEN, et Ligue des Droits de l'Homme).

Il rappelle tout d'abord que sans aucun débat au Parlement, ni bien sûr dans le pays, le gouvernement a fait adopter en Conseil des Ministres un programme tout-nucléaire, présenté comme un impératif : on doit lui sacrifier tout bon sens et tout sens critique. Le tract rappelle fort bien que, si l'argument utilisé a été la « crise du pétrole », cette décision est cependant le couronnement d'efforts déployés en coulisse par un groupe de gros intérêts... forte pression.

Ayant énuméré les dangers du tout-nucléaire, tant sur le plan de la santé que sur le plan social, ce texte propose concrètement quelques sérieuses économies d'énergie dans l'industrie, elles pourraient aller jusqu'à 50 % sans diminuer la production, dans les transports, en donnant pour les personnes, la priorité aux transports en commun et, pour les marchandises la priorité au rail.

Citons :

le rail	<i>consomme 6 fois moins d'énergie occupe 4 à 5 fois moins de surface au sol engendre 10 fois moins de pollution est 100 fois moins meurtrier</i>	que la route
Coût social du kilomètre voyageur en région parisienne : transport collectif : 1,669 F. voiture particulière : 3,780 F.		

Il réclame, avec justesse, que tout soit mis en oeuvre pour une production d'énergie qui soit la plus diversifiée possible... et se réjouit de l'idée que ceci créerait 250 000 emplois...

Comme tous les syndicats et les partis politiques, fussent-ils de gauche, les signataires de ce texte voient hélas dans le travail et la création d'emplois un véritable idéal !

Exigeons avec eux qu'un véritable débat démocratique soit enfin ouvert sur la politique énergétique. Mais souhaitons que ceci permette de débattre aussi sur l'utilité des emplois existants ou à créer, sur la finalité de la production réalisée.

Est-ce du travail pour tous et toute la vie jusqu'à épuisement, ou un revenu décent assuré pour tous qu'il faut exiger ?